

La crise de régime ouverte le 12 juin 2009 par la réélection truquée de Mahmoud Ahmadinejad n'en finit pas de s'approfondir. Le régime est profondément et durablement divisé.

Le temps des compromis qui permettaient traditionnellement aux clans conservateurs et « réformateurs » de se partager le pouvoir, semble clos.

Cette crise au sommet a ouvert un espace sans précédent pour les mobilisations populaires. A travers cette vague de protestation, ce sont les aspirations démocratiques de la jeunesse, des femmes et des travailleurs iraniens qui s'expriment tout autant que la colère et les frustrations accumulées. La dynamique de la mobilisation, qui dans un premier temps était centrée sur la dénonciation de la fraude électorale, tend de plus en plus à remettre en cause la République Islamique dans son ensemble.

En soutenant Ahmadinejad bien avant le scrutin et en qualifiant sa réélection de « miracle divin », le Guide de la Révolution Ali Khamenei a porté un coup important à sa propre fonction. La constitution de la République Islamique est basée sur le Velayat-e faghih, le gouvernement du jurisconsulte, incarnation du pouvoir divin et de la domination du religieux sur le politique. Premier personnage de l'État, le Guide dirige les organes clés du pouvoir : les forces armées, notamment le corps des Gardiens de la Révolution (Sepah-e Pasdaran) et les milices islamiques (Bassidji), les médias d'État, l'appareil judiciaire et surveille le pouvoir exécutif. En règle générale, le Guide, qui trace les lignes directrices de la politique du régime, a pour vocation d'arbitrer entre les différentes factions. Or, en prenant part au coup d'État électoral contre le camp « réformateur », en ordonnant la répression contre les manifestants et les opposants, Khamenei s'est exposé au rejet populaire. Il conforte ainsi la position de celles et ceux, de plus en plus nombreux, qui pensent que le régime n'est pas réformable.

Les Gardiens de la Révolution : un Etat dans l'Etat

Cette crise au sein du pouvoir illustre une évolution profonde de la scène politique iranienne. Il ne s'agit pas d'un épisode de plus dans la lutte intestine qui opposait jusque là les différents clans.

La situation actuelle est l'aboutissement d'un processus long et complexe qui s'est engagé au sein du régime. Cela se traduit entre autre, par l'ascension du pouvoir économique et politique du corps de Gardiens de la Révolution et par la relégation progressive du clergé chiite et des compagnons de route de Khomeiny.

Aujourd'hui il apparaît clairement que la quasi totalité des grands ayatollahs s'opposent au pouvoir des Gardiens de la Révolution, de Khamenei et d'Ahmadinejad. Or, dans le monde chiite l'autorité religieuse et morale de ces grands ayatollahs est grande. Dans le système doctrinal chiite, ils sont des « marjaa-e taghliid » (sources d'imitation pour les fidèles), ce qui n'est pas le cas d'Ali Khamenei qui a été élevé au rang d'Ayatollah pour pouvoir accéder au poste de Guide. On dit de lui qu'il est devenu Ayatollah en une nuit.

Ainsi, des personnalités de la première heure se retrouvent dans l'opposition dite « verte ». C'est le cas évidemment de Mir Hossein Moussavi, ancien premier ministre de 1981 à 1989, de Mehdi Karoubi, ancien président du parlement, de Mohamad Khatami, ancien président de la république et ancien ministre du temps de Khomeiny. Même l'un des petits fils de l'Ayatollah Khomeiny a rejoint le camp de Moussavi. C'est aussi le cas du fils de l'Ayatollah Beheshti, un des trois personnages centraux avec Khomeiny et Montazeri, des premiers temps de la République Islamique, (Beheshti père a été assassiné le 28 juin 1981 au cours d'un attentat). D'autres personnages emblématiques de la République Islamique tentent de trouver une place médiane dans le conflit qui fait rage au sein du régime. C'est le cas de Hachémi Rafsandjani (corrompu notoire, ancien président du parlement, ancien président de la république, président actuel du Conseil de discernement et de l'assemblée des experts de deux des plus importantes institutions du pays), mais des membres influents de sa famille se retrouvent dans l'opposition à Ahmadinejad.

L'ascension du Sepah s'est faite progressivement. Outre la puissance de feu, ils ont entre les mains, une puissance économique et financière considérable. Désormais la direction du Sepah entend diriger l'État et l'asservir à ses propres intérêts. Ahmadinejad, qui a fait partie de ce corps d'élite, représente leurs intérêts au sommet de l'État. Leur véritable base sociale se constitue de couches traditionnelles proches du Bazar^[1] qui jouent un rôle économique incontournable, des Bassidji et de leur famille, d'une partie de la haute bureaucratie d'État et de toutes celles et ceux qui font partie des organisations civiles dirigées ou financées par les Pasdaran. Ces derniers contrôlent diverses activités économiques et financières. Les hauts commandants du Sepah sont propriétaires de ports commerciaux, d'aéroports, de compagnies aériennes civiles, de la compagnie de télécommunication du pays, de diverses entreprises que ce soit dans la métallurgie, la construction automobile ou le bâtiment. Ils contrôlent également le secteur pétrolier et celui de l'armement. Pratiquement rien ne leur échappe, pas même les activités de loisir, puisqu'ils exploitent aussi des pistes de skis. Par sa mainmise sur les Fondations (Bonyad) — ces organismes créés après la révolution de 1979 pour gérer les biens expropriés des dignitaires de la Monarchie — la direction des Pasdaran est l'un des acteurs majeurs de la vie économique. Véritables holdings aux activités très diversifiées qui font partie des sociétés les plus puissantes du Moyen-Orient, les Bonyad représentent plus de 40 % du PIB hors revenu pétrolier. Véritable État dans l'État, les Fondations échappent au contrôle de l'administration et sont des vecteurs de corruption et de clientélisme. Seules quelques personnes, dont le Guide Ali Khamenei et son bureau, sont informées de leur activité et de celle des Pasdaran. Ce sont leurs intérêts mafieux-bureaucratiques et la mainmise sur la rente pétrolière que le Sepah entend défendre jusqu'au bout.

Iran : crise de régime et mouvement

<https://www.contretemps.eu>

populaire

redaction

La politique d'Ahmadinejad éclaire parfaitement le projet en cours. Directions d'entreprises publiques et privées, postes importants dans les administrations et les différents ministères... Les Pasdaran ont placé leurs hommes à des positions clés. Les ministres sont de plus en plus issus du corps des Gardiens de la Révolution et il en va de même des préfets. La politique menée a été marquée par un plan massif de privatisations qui a bénéficié aux dirigeants des gardiens de la Révolution, mais aussi par une hausse vertigineuse de l'inflation (30 % par an) et par une forte remontée du chômage. L'utilisation clientéliste de la rente pétrolière (en ce domaine l'Iran n'est pas un cas à part), qui permet de s'assurer du soutien de certaines couches sociales paupérisées, n'a pas suffi. En effet, ces dernières ont perdu bien plus par le biais de l'inflation que ce qu'elles percevaient via la redistribution arbitraire d'une partie de la manne pétrolière. La redistribution, au sein du pouvoir, des revenus pétroliers, qui représentent 85 % des recettes d'exportation et 75 % des recettes budgétaires, a empêché toute modernisation des infrastructures. En l'absence de capacité de raffinage, l'Iran importe la moitié de sa consommation d'essence.

Cette volonté de mainmise totale sur le pouvoir est l'aboutissement d'un processus d'autonomisation du Sepah. Les Pasdaran ambitionnent de gouverner seuls, cela nécessite l'éviction des clans adverses et l'instauration d'une dictature militaro-fundamentaliste. La « victoire » d'Ahmadinejad devait être la concrétisation de ce projet. Mais en tentant de mettre « la moitié » du régime hors jeu, les Pasdaran ont rompu les équilibres traditionnels au sein de la République Islamique. A l'évidence, aucune des factions n'avaient vraiment imaginé l'irruption de la mobilisation populaire et surtout sa puissance.

Dynamique du mouvement populaire et engrenage répressif

Du côté des « réformateurs », il s'agit d'instrumentaliser le mouvement de rue dans le cadre des institutions de la République Islamique et des rapports de forces internes. Moussavi comme Karoubi n'ont cessé de développer des mots d'ordre tendant à recentrer la mobilisation sur la contestation du résultat des élections de juin. Même après la répression sanglante de l'Achoura, Moussavi a, à nouveau, appelé à la non violence et déclaré que la sortie de crise se situait dans la reconnaissance du vote de la population. Or, si dans un premier temps les manifestations étaient effectivement centrées sur la question du vote, aujourd'hui la mobilisation pose la question de l'illégitimité du Velayât-e faghih, fondement même de la République Islamique d'Iran. Comme en témoigne l'évolution des slogans écrits sur les murs des villes ou criés dans les manifestations, la contestation dépasse largement la question électorale. Si le mouvement populaire apparaît confus, cela est dû davantage à son caractère composite et large d'une part et plus généralement aux conditions spécifiques de politisation dans un contexte où la dictature a démantelé toutes les organisations politiques et syndicales. Ce qui fait le liant et la profondeur de ce mouvement de protestation qui réunit les femmes, la jeunesse, les classes moyennes et les travailleurs en général, ce sont trente ans d'absence d'espace démocratique et de perspective sociale, c'est la répression au quotidien et l'ingérence dans la vie privée de chacun, c'est la corruption des dignitaires du régime toutes tendances confondues. Ce sont ces frustrations accumulées ainsi que les aspirations démocratiques qui portent autant sur l'égalité entre homme et femme, sur les libertés individuelles et collectives qui s'expriment dans cette vague de mobilisation. Ces quinze dernières années le pays a connu un regain d'activité sociale, que ce soit dans le monde étudiant, parmi les travailleurs du secteur public et du privé, chez les militants des droits de l'Homme ou pour l'égalité des sexes. Aujourd'hui et pour la première fois, l'ensemble de ces secteurs actifs se retrouvent ensemble dans un même mouvement. Pour toutes ces raisons, cette dynamique échappe au contrôle des personnalités du mouvement « vert » et s'affronte brutalement au tenant du pouvoir.

Elle échappe aussi aux Pasdaran et cela tient en partie à la forme et à la composition de ce mouvement populaire. En effet, on y retrouve des secteurs si divers, qu'il en devient incontrôlable. D'autre part, l'absence d'organisations et de structuration empêche le régime de décimer un mouvement qui n'a pas de chefs. La direction du mouvement « vert » est, elle-même, souvent à la remorque de la population. Les manifestations se développent grâce aux connections individuelles, familiales, de voisinages et ou professionnelles. Internet et le réseau de téléphonie mobile, que le pouvoir ne peut paralyser totalement, jouent un rôle important et permettent aux opposants de communiquer, de s'organiser et surtout de s'informer sur la situation dans le reste du pays. Ils suivent également les réactions à l'étranger et communiquent avec la diaspora. L'absence de structuration verticale, résultant du contexte répressif, pose d'énormes difficultés au pouvoir qui peine à anticiper l'ampleur des événements. Avec une surprenante régularité, la population détourne chaque commémoration officielle et la transforme en journée de protestation contre le régime. Cela a encore été le cas le 27 décembre dernier lors de la journée de l'Achoura, date emblématique du calendrier chiite qui commémore l'assassinat à Karbala de l'imam Hossein. Il en va de même des journées de deuil. A chaque fois que les forces de répressions assassinent un manifestant ou qu'un dignitaire religieux qui soutient les manifestants décède (comme cela a été le cas avec l'Ayatollah Montazeri), cela fait l'objet d'agitations antigouvernementales. Comme lors du processus révolutionnaire de 1978-1979, la population prolonge ces journées de deuil et de protestation en descendant dans la rue de 40 jours en 40 jours pour commémorer le défunt (selon le rite traditionnel chiite).

Viols et tortures systématiques perpétrés contre les personnes emprisonnées, procès spectacles et exécutions, déploiement de force et quadrillage des villes, répression contre les mères en deuil ou contre les dirigeants étudiants et les travailleurs en lutte, tout cela n'a pas empêché la mobilisation populaire de s'étendre et de s'approfondir. Plus de mille personnes ont été arrêtées suite aux manifestations du 27 décembre dernier et le bilan des personnes tuées s'élève au moins à 36. Même le Shah n'avait osé réprimer les manifestants le jour de l'Achoura. Les jours suivant le 27 décembre le pouvoir a multiplié les arrestations et ses nervis ont attaqué des mosquées pour en déloger des religieux favorables à Moussavi.

Cette violence imposée par le pouvoir a eu pour effet de détruire davantage sa légitimité idéologique et son hégémonie au sens gramscien. Car l'Islam et le discours nationaliste sont précisément les outils de légitimation instrumentalisés par la République

Iran : crise de régime et mouvement

<https://www.contretemps.eu>

populaire

redaction

islamique. Or, en s'en prenant aux symboles religieux et moraux, Ahmadinejad, le Sepah et le Guide ont porté un préjudice irréparable aux outils idéologiques de domination. La posture nationaliste est l'autre fond de commerce de la classe politique iranienne. Mais la réalité est loin des discours puisque le régime collabore avec les Etats-Unis et les forces occidentales en Afghanistan et en Irak. L'impérialisme US a en retour fermé le camp des Mojahedines du Peuple en Irak et ces militants ont été attaqué militairement par le régime fantoche irakien. Sur le plan économique et commerciale il en va de même. On ne compte plus le nombre de joint-venture signé avec les grandes multinationales. Via Dubaï, les grandes puissances occidentales commercent avec l'Iran et à n'en pas douter la crise financière et économique que traverse l'Emirat confortera ces échanges. Quant au domaine sécuritaire, des multinationales comme Nokia et Siemens aident le pouvoir à limiter les capacités de communication des manifestants et à contrôler le trafic internet[2]. Dernièrement, Interpol a publié l'identité de douze militants d'extrême gauche recherchés par la République Islamique[3]. La dernière semaine de décembre, la Chine a livré à l'Iran des blindés anti émeutes et cela au vu et au su des puissances impérialistes. En réalité, celles-ci préfèrent la stabilité au changement apporté par une mobilisation populaire qu'elles ne contrôlent pas.

Dans le contexte actuel, les deux sources de légitimation du pouvoir sont épuisées. Rejetée massivement dans sa dimension symbolique, idéologique et religieuse, sociale et politique, la République Islamique ne tient plus que par l'exercice de la violence, la peur et le clientélisme.

Même des secteurs habituellement acquis au pouvoir commencent à faire entendre leur désapprobation. Cela est vrai des populations rurales mécontentes de la répression qui touche aussi les villes petites et moyennes. Mais c'est aussi le cas maintenant de certains commerçants du Bazar inquiets de l'instabilité du pays. Des électeurs d'Ahmadinejad commencent à descendre dans la rue pour dénoncer la répression.

Les manifestations du 27 décembre ont donné lieu à une résistance sans précédent de la population. A de nombreuses occasions les Bassidji et les voltigeurs ont dû fuir face aux manifestants. Des véhicules de la police et du Bassidj ont été détruit. Certains quartiers de Téhéran et de Tabriz notamment ont échappé pendant des heures durant au contrôle du régime. Les Pasdaran comme les « réformateurs » en ont pris conscience : le mouvement populaire a franchi un seuil dans la radicalisation.

L'ampleur de la résistance populaire divise désormais le clan qui s'articule autour de Khameneï, du Sepah et d'Ahmadinejad. Trois positions se dessinent. La plus forte aujourd'hui, entend écraser la mobilisation dans le sang. Une autre voudrait trouver un terrain d'entente avec Moussavi afin d'enrayer la dynamique jugée périlleuse. La troisième, incarnée par le Guide fait la balance entre les deux précédentes. Les hauts commandants du Sepah ont opté pour la confrontation mais sont pour le moment freinés par les divisions internes au pouvoir. Car les tenants du régime toutes « sensibilités » confondues le savent : pour écraser le mouvement dans le sang il faut avoir décidé d'aller vers un point de non retour. En effet, une telle décision soulèverait l'hostilité totale de l'immense majorité, cela fermerait définitivement la porte à un éventuel compromis avec les dirigeants « verts » ou à l'hypothétique « émergence » d'un homme providentiel. Enfin, cela accroîtrait les divisions au sein du pouvoir et des forces répressives, ce qui rend hypothétique l'instauration de la loi martiale. L'ensemble de ces conséquences pousse, pour le moment, les dirigeants actuels à une certaine prudence. D'ailleurs, si le nombre de morts est déjà important, le régime ne s'est pas encore engagé dans la voie du bain de sang. A cette étape, la répression est sélective et s'exerce contre les cadres du mouvement « vert » afin qu'ils ne puissent structurer davantage la protestation, mais aussi et surtout contre les militants de terrain et leur famille.

Le mouvement et les militants de gauche

Évidemment, les militants et forces de gauche se situent à l'intérieur des mobilisations et tentent d'en influencer le cours. Cela est assez palpable quand on entend dans certaines parties des cortèges, des slogans hostiles à la République Islamique ou réclamant la laïcité et l'indépendance. Dans les manifestations il y a bien sûr des slogans qui émanent de la frange favorable aux « réformateurs ». A quelques mètres de leurs mots d'ordre à fortes connotations religieuses, dénonçant Ahmadinejad et Khameneï au nom de l'Islam, on entend de plus en plus un slogan qui détourne celui en vogue en 1979. Les manifestants d'alors criaient « Estghlal, Azadi, Jomhouryé Eslami » (Indépendance, Liberté, République Islamique) trente ans plus tard le slogan est devenu « Estghlal, Azadi, Jomhouryé Irani » (Indépendance, Liberté, République Iranienne). Pour la première fois dans l'histoire des trente dernières années, des manifestants expriment politiquement et publiquement leur souhait d'un Etat laïc, démocratique et rejettent les ingérences impérialistes.

Bien sûr le mouvement a ses faiblesses. Son caractère horizontal voir spontané par de nombreux aspects, laisse les mains libres aux dirigeants « réformateurs » qui bénéficient encore d'appuis solides au sein de l'appareil d'Etat. Moussavi et Karoubi sont encore capables de trouver un compromis avec Khameneï et le Sepah. Les dernières déclarations de Moussavi et certaines interventions de proches du Guide indiquent qu'il peut encore y avoir un terrain de discussion. Autre point faible du mouvement, en l'absence d'organisations capables de structurer le mouvement, ce sont les cérémonies religieuses et officielles qui rythment les événements. Enfin, certains secteurs de la population n'ont pas encore rejoint (ou ne l'ont fait que partiellement) la mobilisation et restent observateurs des événements en cours. C'est le cas notamment des minorités nationales, notamment les kurdes, qui ne peuvent oublier les premières années de la République Islamique et la guerre qui leur a été menée alors par les Pasdaran et le gouvernement Moussavi. A cela il faut ajouter le fait que le Kurdistan iranien est particulièrement quadrillé et les militants durement réprimés, ce qui enlève la latitude de mouvement que l'on peut trouver dans le reste du pays. Pour nuancer le tableau, il convient de dire que les partis Kurdes (le parti communiste du Kurdistan-Komolé et le Parti démocratique du Kurdistan iranien) appellent à

Iran : crise de régime et mouvement

<https://www.contretemps.eu>

populaire

redaction

soutenir le mouvement en cours et que les étudiants de l'université de Kermanshah viennent de rejoindre le mouvement gréviste qui se développe dans les facultés du pays.

Dans ce contexte troublé et lourd de danger, un débat traverse les militants de gauche. Pour certains, la victoire du camp « vert » est souhaitable car elle ouvrirait un espace démocratique pour l'action politique. Cela a pour conséquence pratique d'aider Moussavi et Karoubi à diriger la mobilisation. Ce type de positions occulte le fait que pour Moussavi et les « réformateurs » le combat mené doit permettre un retour à l'âge d'or du régime. C'est-à-dire un retour à la période où le régime éliminait toutes les oppositions de gauche et démocratique et où des dizaines de milliers de militants étaient exécutés dans les geôles de la mollaharchie. Plus encore, dans sa dernière déclaration, Moussavi propose cinq points pour une sortie de crise tout en disant que les dirigeants « verts » n'ont pas appelé aux manifestations de l'Achoura. Ce qui signifie qu'ils font un pas de côté par rapport aux événements du 27 décembre dernier. D'autre part, si la libération des prisonniers politiques est exigée et qu'il parle d'élections démocratiques et libres, il n'en définit pas les conditions et encore moins le périmètre. En somme, il propose d'en rester au cadre de la République Islamique qui a banni toutes les forces laïques, démocratiques ou de gauche. Plus clairement encore, Moussavi exige la liberté d'organisation et de manifestation dans le cadre de l'article 27 de la Constitution de la République Islamique. Ce qui exclu toutes les organisations jugées hostiles à l'Islam et à la République Islamique. En résumé, il se limite à un changement de gouvernement et à la destitution d'Ahmadinejad.

A l'opposé de la collaboration avec la faction « réformatrice », nombre de militants ouvriers et de gauche tentent de lier au mouvement actuel leur lutte contre le non paiement des salaires, contre les privatisations ou les licenciements et pour la construction de syndicats indépendants. C'est le cas, notamment des travailleurs d'Iran Khodro (première entreprise de construction automobile) ou du syndicat du Sherkat-e Vahed (transport en commun de Téhéran) qui appellent les salariés à descendre dans la rue. Parmi les étudiants on voit depuis quelques années réapparaître, certes de façon très minoritaire, les références au marxisme et au communisme. La défiance à l'égard de Moussavi et Karoubi et d'un accord au sommet entre les différentes factions est d'autant plus forte que les étudiants, et plus largement la population, n'ont pas oublié le passage de Khatami à la présidence de la république. A l'époque, les « réformateurs » avaient, avec les Pasdaran, réprimé les mouvements étudiants et ceux des travailleurs. Ces militants de gauche, tout en développant là où ils le peuvent une politique indépendante, tentent de maintenir les dirigeants « verts » prisonniers de la dynamique de mobilisation. L'équation est limpide : tant que la division entre le camp « vert » et le Sepah n'est pas résorbée, les opposants au régime pourront agir au travers des manifestations et le mouvement aura le temps de se développer et de se structurer politiquement. En cas d'accord au sommet, la fenêtre des mobilisations de masse se refermera pour un temps, avec son lot de répression contre les militants qui se seront exposés. Ainsi, face au clan Khameneï-Ahmadinejad et pour garder une indépendance totale à l'égard des dirigeants « verts », l'objectif principal des militants de gauche reste l'extension et l'ancrage du mouvement. Dans un moment où tout est possible, les peuples d'Iran ne peuvent compter que sur leur propre lutte. Plus que jamais, ils doivent pouvoir s'appuyer sur la solidarité internationale émanant des forces de la gauche sociale et politique.

Le 5 janvier 2010

[1] Le bazar est le lieu commerçant historique. Il s'y concentre les plus grosses fortunes du pays. Ces activités ont évolué au cours de l'histoire et s'étendent aux nouvelles activités économiques à l'intérieur du pays, les transactions directes avec l'étranger, le contrôle et la résolution des problèmes de distribution, de production et des services. Par exemple, beaucoup de grands commerçants jouent encore un rôle important de relais entre le secteur de la production et le marché (les usines et les centres de productions agricoles). Le secteur des échanges et de l'exportation est aussi en partie géré par le bazar. Le bazar a toujours eu une grande proximité avec le clergé chiite ce qui lui donne depuis la révolution une place politique encore plus importante.

[2] Voir l'article du *Wall Street Journal* : <http://online.wsj.com/article/SB124562668777335653.html>

[3] Voir le site d'Interpol : <http://www.interpol.int/Public/Search.asp?ct=Data&q1=sanandaj&cboNbHitsPerPage=20>